

Alain Dubois
Philip Schneider

**CODE
CRIMINEL**
et lois connexes annotés

Supplément législatif
Février 2021



Note de l'éditeur

Le présent supplément inclus la mise à jour législative en date du **28 décembre 2020**.

Vous trouverez dans le présent supplément les changements législatifs qui ont été apportés par les lois et arrêtés suivants :

- L.C. 2020, ch. 1 (Projet de loi C-4)
- Arrêté TR/2020-63

Pour toute question, nous nous invitons à contacter l'un de nos représentants du service à la clientèle au 1-800-387-0899, option 2 ou par courriel au customerservice@lexisnexis.ca.

Très cordialement,

L'équipe de LexisNexis Canada inc.

Table des matières

Code criminel

Article 2.3.....	4
Article 183.....	6
Article 320.11.....	20
Article 391.....	22
Article 508.....	23
Article 715.43.....	25

Code criminel

Article 2.3

L'article 35 du projet de loi C-4, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2020, modifie l'article 2.3(1)a) du *Code criminel* comme suit :

2.3 (1) Compétence concurrente – Pour l'application de l'alinéa a) de la définition de *procureur général* à l'article 2, les poursuites et les procédures visées sont les suivantes :

- a)** celles relatives à toute infraction visée aux paragraphes 7(2.01), (2.3) ou (2.31) ou aux articles 57, 58, 83.12, 103, 104, 121.1, 380, 382, 382.1, 391, 400, 424.1, 431.1, 467.11 ou 467.111 ou à toute infraction de terrorisme;
- b)** celles relatives à toute infraction prévue aux articles 235, 236, 266 à 269, 269.1, 271 à 273, 279 ou 279.1 contre un membre du personnel des Nations Unies ou du personnel associé;
- c)** celles relatives soit à toute infraction visée au paragraphe 7(3.71), soit à toute infraction visée à l'alinéa a) de la définition de *activité terroriste* au paragraphe 83.01(1) dont l'élément matériel — action ou omission — a été commis à l'étranger mais est réputé commis au Canada aux termes de l'un des paragraphes 7(2), (2.1) à (2.21), (3), (3.1), (3.72) et (3.73);
- d)** celles relatives à toute infraction dont l'élément matériel — action ou omission — constitue une activité terroriste visée à l'alinéa b) de la définition de *activité terroriste* au paragraphe 83.01(1) et a été commis à l'étranger, mais est réputé commis au Canada aux termes des paragraphes 7(3.74) ou (3.75);
- e)** celles relatives à toute infraction visée à l'article 811 qui découle d'une violation d'un engagement visé à l'un des articles 810.01 et 810.011, lorsque la dénonciation qui est prévue à ces articles est faite avec son consentement;

2.3 (1) Concurrent jurisdiction – The proceedings for the purposes of paragraph (a) of the definition *Attorney General* in section 2 are

- (a)** proceedings in relation to an offence under subsection 7(2.01), (2.3) or (2.31) or section 57, 58, 83.12, 103, 104, 121.1, 380, 382, 382.1, 391, 400, 424.1, 431.1, 467.11 or 467.111 or in relation to any terrorism offence;
- (b)** proceedings in relation to an offence against a member of United Nations personnel or associated personnel under section 235, 236, 266 to 269, 269.1, 271 to 273, 279 or 279.1;
- (c)** proceedings in relation to an offence referred to in subsection 7(3.71) or in relation to an offence referred to in paragraph (a) of the definition *terrorist activity* in subsection 83.01(1) if the act or omission constituting the offence was committed outside Canada and is deemed under any of subsections 7(2), (2.1) to (2.21), (3), (3.1), (3.72) and (3.73) to have been committed in Canada;
- (d)** proceedings in relation to an offence if the act or omission constituting the offence is a terrorist activity referred to in paragraph (b) of the definition *terrorist activity* in subsection 83.01(1) and was committed outside Canada and is deemed by virtue of subsection 7(3.74) or (3.75) to have been committed in Canada;
- (e)** a proceeding in relation to an offence under section 811 that arises out of a breach of a recognizance made under section 810.01 or 810.011, if he or she has given consent to the information referred to in those sections; and

f) les procédures visées aux articles 83.13, 83.14, 83.222, 83.223 ou 83.3.

(2) Précision — procureur général du Canada

— Il est entendu que, relativement aux infractions visées au paragraphe (1) ou aux infractions à une loi fédérale — autre que la présente loi et la *Loi électorale du Canada* — ou à ses règlements d'application, le procureur général du Canada ou son substitut légitime a tous les pouvoirs et fonctions attribués en vertu de la présente loi au procureur général, notamment ceux d'engager et de mener :

a) les poursuites pour avoir conseillé de participer à une telle infraction, en être complice après le fait ou avoir tenté de la perpétrer ou comploté dans le but de la perpétrer;

b) les poursuites relatives aux infractions d'organisation criminelle qui découlent de tout comportement constituant en tout ou en partie une infraction pour laquelle il dispose d'un pouvoir de poursuite;

c) les poursuites relatives aux infractions prévues à l'un des articles 354, 355.2, 355.4 ou 462.31 qui découlent de tout comportement constituant en tout ou en partie une infraction pour laquelle il dispose d'un pouvoir de poursuite ou de tout acte ou omission qui, s'il avait eu lieu au Canada, aurait constitué une telle infraction;

d) les poursuites et les procédures pour le non-respect des ordonnances judiciaires dans le cadre d'une poursuite ou d'une procédure engagée ou menée par lui;

e) les poursuites et les procédures pour avoir omis de se conformer aux conditions, notamment celles de se présenter aux lieu et date indiquées, liées à la libération d'une personne par un agent de la paix ou toute autre autorité compétente, relatives à une infraction pour laquelle il dispose d'un pouvoir de poursuite;

f) proceedings under section 83.13, 83.14, 83.222, 83.223 or 83.3.

(2) For greater certainty — Attorney General of Canada

— For greater certainty, the Attorney General of Canada or his or her lawful deputy may, in respect of an offence referred to in subsection (1) or an offence under any Act of Parliament — other than this Act or the *Canada Elections Act* — or any regulation made under such an Act, exercise all the powers and perform all the duties and functions assigned to the Attorney General by or under this Act, and those powers include the power to commence and to conduct

(a) a proceeding for conspiring or attempting to commit such an offence or for being an accessory after the fact or counselling a person to be a party to such an offence;

(b) a proceeding in relation to a criminal organization offence that arises out of conduct that relates, in whole or in part, to any offence for which he or she has the power to commence and to conduct a proceeding;

(c) a proceeding in relation to an offence referred to in section 354, 355.2, 355.4 or 462.31 that arises out of conduct that relates, in whole or in part, to any offence for which he or she has the power to commence and to conduct a proceeding or out of any act or omission that, if it had occurred in Canada, would have constituted such an offence;

(d) a proceeding for the breach of any court order made in the course of a proceeding commenced or conducted by him or her;

(e) a proceeding for the failure to comply with any condition associated with the release of a person by a peace officer or other competent authority — including a condition to appear at a specified time and place — in relation to any offence for which he or she has the power to commence and to conduct a proceeding; and

f) les procédures liées à une infraction pour laquelle il dispose d'un pouvoir de poursuite.

(f) any ancillary proceedings in relation to any offence for which he or she has the power to commence and to conduct a proceeding.

(3) Précision — directeur des poursuites pénales – Il est entendu que, relativement aux infractions à la *Loi électorale du Canada*, le directeur des poursuites pénales exerce, sous réserve de la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*, les pouvoirs et fonctions du procureur général du Canada visés au paragraphe (2).

2019, ch. 25, art. 2

2019, ch. 25, art. 404

2020, ch. 1, art. 35

(3) For greater certainty — Director of Public Prosecutions – For greater certainty, in respect of an offence under the *Canada Elections Act*, the Director of Public Prosecutions, subject to the *Director of Public Prosecutions Act*, exercises the powers and performs the duties and functions of the Attorney General of Canada referred to in subsection (2).

2019, c. 25, s. 2

2019, c. 25, s. 404

2020, c. 1, s. 35

Article 183

L'article 36 du projet de loi C-4, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2020, modifie l'article 183 du *Code criminel* comme suit :

183 Définitions – Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

autorisation Autorisation d'intercepter une communication privée donnée en vertu de l'article 186 ou des paragraphes 184.2(3), 184.3(6) ou 188(2). (*authorization*)

avocat Dans la province de Québec, un avocat ou un notaire et, dans les autres provinces, un *barrister* ou un *solicitor*. (*solicitor*)

communication privée Communication orale ou télécommunication dont l'auteur se trouve au Canada, ou destinée par celui-ci à une personne qui s'y trouve, et qui est faite dans des circonstances telles que son auteur peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle ne soit pas interceptée par un tiers. La présente définition vise également la communication radiotéléphonique traitée électroniquement

183 Definitions – In this Part,

authorization means an authorization to intercept a private communication given under section 186 or subsection 184.2(3), 184.3(6) or 188(2); (*autorisation*)

electro-magnetic, acoustic, mechanical or other device means any device or apparatus that is used or is capable of being used to intercept a private communication, but does not include a hearing aid used to correct subnormal hearing of the user to not better than normal hearing; (*dispositif électromagnétique, acoustique, mécanique ou autre*)

intercept includes listen to, record or acquire a communication or acquire the substance, meaning or purport thereof; (*intercepter*)

ou autrement en vue d'empêcher sa réception en clair par une personne autre que celle à laquelle son auteur la destine. (*private communication*)

communication radiotéléphonique S'entend de la radiocommunication, au sens de la Loi sur la radiocommunication, faite au moyen d'un appareil servant principalement à brancher la communication à un réseau téléphonique public communiqué. (*radio-based telephone communication*)

dispositif électromagnétique, acoustique, mécanique ou autre Tout dispositif ou appareil utilisé ou pouvant être utilisé pour intercepter une communication privée. La présente définition exclut un appareil de correction auditive utilisé pour améliorer, sans dépasser la normale, l'audition de l'utilisateur lorsqu'elle est inférieure à la normale. (*electro-magnetic, acoustic, mechanical or other device*)

infraction Infraction, complot ou tentative de commettre une infraction, complicité après le fait ou le fait de conseiller à une autre personne de commettre une infraction en ce qui concerne :

a) l'une des dispositions suivantes de la présente loi :

- (i) l'article 47 (haute trahison),
- (ii) l'article 51 (intimider le Parlement ou une législature),
- (iii) l'article 52 (sabotage),
- (iii.1) l'article 56.1 (pièces d'identité),
- (iv) l'article 57 (faux ou usage de faux, etc.),
- (v) l'article 61 (infractions séditieuses),
- (vi) l'article 76 (détournement),

offence means an offence contrary to, any conspiracy or attempt to commit or being an accessory after the fact in relation to an offence contrary to, or any counselling in relation to an offence contrary to

- (a) any of the following provisions of this Act, namely,
- (i) section 47 (high treason),
- (ii) section 51 (intimidating Parliament or a legislature),
- (iii) section 52 (sabotage),
- (iii.1) section 56.1 (identity documents),
- (iv) section 57 (forgery, etc.),
- (v) section 61 (sedition),
- (vi) section 76 (hijacking),

- | | |
|--|--|
| <p>(vii) l'article 77 (atteinte à la sécurité des aéronefs ou des aéroports),</p> <p>(viii) l'article 78 (armes offensives, etc. à bord d'un aéronef),</p> <p>(ix) l'article 78.1 (infractions contre la navigation maritime ou une plate-forme fixe),</p> <p>(x) l'article 80 (manque de précautions),</p> <p>(xi) l'article 81 (usage d'explosifs),</p> <p>(xii) l'article 82 (possession d'explosifs),</p> <p>(xii.01) l'article 82.3 (possession, etc. de matières nucléaires ou radioactives ou d'engins),</p> <p>(xii.02) l'article 82.4 (utilisation ou modification de matières nucléaires ou radioactives ou d'engins),</p> <p>(xii.03) l'article 82.5 (commission d'un acte criminel en vue d'obtenir une matière nucléaire, etc.),</p> <p>(xii.04) l'article 82.6 (menaces),</p> <p>(xii.1) l'article 83.02 (fournir ou réunir des biens en vue de certains actes),</p> <p>(xii.2) l'article 83.03 (fournir, rendre disponibles, etc. des biens ou services à des fins terroristes),</p> <p>(xii.3) l'article 83.04 (utiliser ou avoir en sa possession des biens à des fins terroristes),</p> <p>(xii.4) l'article 83.18 (participation à une activité d'un groupe terroriste),</p> <p>(xii.41) l'article 83.181 (quitter le Canada : participation à une activité d'un groupe terroriste),</p> <p>(xii.5) l'article 83.19 (facilitation d'une activité terroriste),</p> | <p>(vii) section 77 (endangering safety of aircraft or airport),</p> <p>(viii) section 78 (offensive weapons, etc., on aircraft),</p> <p>(ix) section 78.1 (offences against maritime navigation or fixed platforms),</p> <p>(x) section 80 (breach of duty),</p> <p>(xi) section 81 (using explosives),</p> <p>(xii) section 82 (possessing explosives),</p> <p>(xii.01) section 82.3 (possession, etc., of nuclear material, radioactive material or device),</p> <p>(xii.02) section 82.4 (use or alteration of nuclear material, radioactive material or device),</p> <p>(xii.03) section 82.5 (commission of indictable offence to obtain nuclear material, etc.),</p> <p>(xii.04) section 82.6 (threats),</p> <p>(xii.1) section 83.02 (providing or collecting property for certain activities),</p> <p>(xii.2) section 83.03 (providing, making available, etc., property or services for terrorist purposes),</p> <p>(xii.3) section 83.04 (using or possessing property for terrorist purposes),</p> <p>(xii.4) section 83.18 (participation in activity of terrorist group),</p> <p>(xii.41) section 83.181 (leaving Canada to participate in activity of terrorist group),</p> <p>(xii.5) section 83.19 (facilitating terrorist activity),</p> |
|--|--|

- | | |
|--|---|
| <p>(xii.51) l'article 83.191 (quitter le Canada : facilitation d'une activité terroriste),</p> <p>(xii.6) l'article 83.2 (infraction au profit d'un groupe terroriste),</p> <p>(xii.61) l'article 83.201 (quitter le Canada : perpétration d'une infraction au profit d'un groupe terroriste),</p> <p>(xii.62) l'article 83.202 (quitter le Canada : perpétration d'une infraction constituant une activité terroriste),</p> <p>(xii.7) l'article 83.21 (charger une personne de se livrer à une activité pour un groupe terroriste),</p> <p>(xii.8) l'article 83.22 (charger une personne de se livrer à une activité terroriste),</p> <p>(xii.81) l'article 83.221 (conseiller la commission d'une infraction de terrorisme),</p> <p>(xii.9) l'article 83.23 (héberger ou cacher),</p> <p>(xii.91) l'article 83.231 (incitation à craindre des activités terroristes),</p> <p>(xiii) l'article 96 (possession d'une arme obtenue lors de la perpétration d'une infraction),</p> <p>(xiii.1) l'article 98 (introduction par effraction pour voler une arme à feu),</p> <p>(xiii.2) l'article 98.1 (vol qualifié visant une arme à feu),</p> <p>(xiv) l'article 99 (trafic d'armes),</p> <p>(xv) l'article 100 (possession en vue de faire le trafic d'armes),</p> <p>(xvi) l'article 102 (fabrication d'une arme automatique),</p> | <p>(xii.51) section 83.191 (leaving Canada to facilitate terrorist activity),</p> <p>(xii.6) section 83.2 (commission of offence for terrorist group),</p> <p>(xii.61) section 83.201 (leaving Canada to commit offence for terrorist group),</p> <p>(xii.62) section 83.202 (leaving Canada to commit offence that is terrorist activity),</p> <p>(xii.7) section 83.21 (instructing to carry out activity for terrorist group),</p> <p>(xii.8) section 83.22 (instructing to carry out terrorist activity),</p> <p>(xii.81) section 83.221 (counselling commission of terrorism offence),</p> <p>(xii.9) section 83.23 (harbouring or concealing),</p> <p>(xii.91) section 83.231 (hoax — terrorist activity),</p> <p>(xiii) section 96 (possession of weapon obtained by commission of offence),</p> <p>(xiii.1) section 98 (breaking and entering to steal firearm),</p> <p>(xiii.2) section 98.1 (robbery to steal firearm),</p> <p>(xiv) section 99 (weapons trafficking),</p> <p>(xv) section 100 (possession for purpose of weapons trafficking),</p> <p>(xvi) section 102 (making automatic firearm),</p> |
|--|---|

- | | |
|--|--|
| (xvii) l'article 103 (importation ou exportation non autorisées — infraction délibérée), | (xvii) section 103 (importing or exporting knowing it is unauthorized), |
| (xviii) l'article 104 (importation ou exportation non autorisées), | (xviii) section 104 (unauthorized importing or exporting), |
| (xix) l'article 119 (corruption, etc.), | (xix) section 119 (bribery, etc.), |
| (xx) l'article 120 (corruption, etc.), | (xx) section 120 (bribery, etc.), |
| (xi) l'article 121 (fraudes envers le gouvernement), | (xi) section 121 (fraud on government), |
| (xii) l'article 122 (abus de confiance), | (xii) section 122 (breach of trust), |
| (xiii) l'article 123 (corruption dans les affaires municipales), | (xiii) section 123 (municipal corruption), |
| (xiv) l'article 132 (parjure), | (xiv) section 132 (perjury), |
| (xv) l'article 139 (entrave à la justice), | (xv) section 139 (obstructing justice), |
| (xvi) l'article 144 (bris de prison), | (xvi) section 144 (prison breach), |
| (xvii) le paragraphe 145(1) (évasion, etc.), | (xvii) subsection 145(1) (escape, etc.), |
| (xvii.1) l'article 162 (voyeurisme), | (xvii.1) section 162 (voyeurism), |
| (xvii.2) l'article 162.1 (image intime), | (xvii.2) section 162.1 (intimate image), |
| (xviii) le paragraphe 163(1) (matériel obscène), | (xviii) subsection 163(1) (obscene materials), |
| (xix) l'article 163.1 (pornographie juvénile), | (xix) section 163.1 (child pornography), |
| (xix.1) l'article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur), | (xix.1) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity), |
| (xix.2) l'article 171 (maître de maison qui permet des actes sexuels interdits), | (xix.2) section 171 (householder permitting sexual activity), |
| (xix.3) l'article 171.1 (rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite), | (xix.3) section 171.1 (making sexually explicit material available to child), |
| (xix.4) l'article 172.1 (leurre), | (xix.4) section 172.1 (luring a child), |

(xxix.5) l'article 172.2 (entente ou arrangement — infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant),	(xxix.5) section 172.2 (agreement or arrangement — sexual offence against child),
(xxx) l'article 184 (interception illégale),	(xxx) section 184 (unlawful interception),
(xxxi) l'article 191 (possession de dispositifs d'interception),	(xxxi) section 191 (possession of intercepting device),
(xxxii) le paragraphe 201(1) (tenancier d'une maison de jeu ou de pari),	(xxxii) subsection 201(1) (keeping gaming or betting house),
(xxxiii) l'alinéa 202(1) e) (vente de mise collective, etc.),	(xxxiii) paragraph 202(1)(e) (pool-selling, etc.),
(xxxiv) [Abrogé, 2019, ch. 25, art. 63.1]	(xxxiv) [Repealed, 2019, c. 25, s. 63.1]
(xxxv) à (xxxviii) [Abrogés, 2014, ch. 25, art. 11]	(xxxv) to (xxxviii) [Repealed, 2014, c. 25, s. 11]
(xxxix) l'article 235 (meurtre),	(xxxix) section 235 (murder),
(xxxix.1) l'article 244 (décharger une arme à feu avec une intention particulière),	(xxxix.1) section 244 (discharging firearm with intent),
(xxxix.2) l'article 244.2 (décharger une arme à feu avec insouciance),	(xxxix.2) section 244.2 (discharging firearm — recklessness),
(xli) l'article 264.1 (menaces),	(xli) section 264.1 (uttering threats),
(xlii) l'article 267 (agression armée ou infliction de lésions corporelles),	(xlii) section 267 (assault with a weapon or causing bodily harm),
(xliii) l'article 268 (voies de fait graves),	(xliii) section 268 (aggravated assault),
(xliii.1) l'article 269 (infraction illégale de lésions corporelles),	(xliii.1) section 269 (unlawfully causing bodily harm),
(xliii.2) l'article 270.01 (agression armée ou infliction de lésions corporelles — agent de la paix),	(xliii.2) section 270.01 (assaulting peace officer with weapon or causing bodily harm),
(xliiv) l'article 270.02 (voies de fait graves — agent de la paix),	(xliiv) section 270.02 (aggravated assault of peace officer),
(xliiv) l'article 271 (agression sexuelle),	(xliiv) section 271 (sexual assault),

- (xliv)** l'article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles),
- (xlvi)** l'article 273 (agression sexuelle grave),
- (xlvii)** l'article 279 (enlèvement),
- (xlvii.1)** l'article 279.01 (traite des personnes),
- (xlvii.11)** l'article 279.011 (traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans),
- (xlvii.2)** l'article 279.02 (avantage matériel),
- (xlvii.3)** l'article 279.03 (rétention ou destruction de documents),
- (xlviii)** l'article 279.1 (prise d'otage),
- (lix)** l'article 280 (enlèvement d'une personne âgée de moins de 16 ans),
- (I)** l'article 281 (enlèvement d'une personne âgée de moins de 14 ans),
- (II)** l'article 282 (enlèvement en contravention avec une ordonnance parentale ou de garde),
- (III)** l'article 283 (enlèvement),
- (III.1)** l'article 286.1 (obtention de services sexuels moyennant rétribution),
- (III.2)** l'article 286.2 (avantage matériel provenant de la prestation de services sexuels),
- (III.3)** l'article 286.3 (proxénétisme),
- (III.4)** l'article 286.4 (publicité de services sexuels),
- (IIIi)** l'article 318 (encouragement au génocide),
- (liv)** l'article 327 (possession de moyens permettant d'utiliser des installations ou
- (xliv)** section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm),
- (xlvi)** section 273 (aggravated sexual assault),
- (xlvii)** section 279 (kidnapping),
- (xlvii.1)** section 279.01 (trafficking in persons),
- (xlvii.11)** section 279.011 (trafficking of a person under the age of eighteen years),
- (xlvii.2)** section 279.02 (material benefit),
- (xlvii.3)** section 279.03 (withholding or destroying documents),
- (xlviii)** section 279.1 (hostage taking),
- (lix)** section 280 (abduction of person under sixteen),
- (I)** section 281 (abduction of person under fourteen),
- (II)** section 282 (abduction in contravention of custody order or parenting order),
- (III)** section 283 (abduction),
- (III.1)** 286.1 (obtaining sexual services for consideration),
- (III.2)** 286.2 (material benefit from sexual services),
- (III.3)** 286.3 (procuring),
- (III.4)** 286.4 (advertising sexual services),
- (IIIi)** section 318 (advocating genocide),
- (liv)** section 327 (possession of device to obtain telecommunication facility or service),

d'obtenir un service en matière de télécommunication),

(liv.1) l'article 333.1 (vol d'un véhicule à moteur),

(iv) l'article 334 (punition du vol),

(ivi) l'article 342 (vol etc. de cartes de crédit),

(vi.1) l'article 342.01 (instruments — copie de données relatives à une carte de crédit, ou fabrication ou falsification de cartes de crédit),

(vii) l'article 342.1 (utilisation non autorisée d'ordinateur),

(viii) l'article 342.2 (possession d'un dispositif permettant l'utilisation non autorisée d'un ordinateur ou la commission d'un méfait),

(ix) l'article 344 (vol qualifié),

(ix) l'article 346 (extorsion),

(xi) l'article 347 (usure),

(xii) l'article 348 (introduction par effraction),

(xii.1) l'article 353.1 (modification du numéro d'identification d'un véhicule),

(xiii) l'article 354 (possession de biens criminellement obtenus),

(xiii.1) l'article 355.2 (trafic de biens criminellement obtenus),

(xiii.2) l'article 355.4 (possession de biens criminellement obtenus — trafic),

(xiv) l'article 356 (vol de courrier),

(xv) l'article 367 (faux),

(xvi) l'article 368 (emploi, possession ou trafic d'un document contrefait),

(liv.1) section 333.1 (motor vehicle theft),

(iv) section 334 (theft),

(ivi) section 342 (theft, forgery, etc., of credit card),

(vi.1) section 342.01 (instruments for copying credit card data or forging or falsifying credit cards),

(vii) section 342.1 (unauthorized use of computer),

(viii) section 342.2 (possession of device to obtain unauthorized use of computer system or to commit mischief),

(ix) section 344 (robbery),

(ix) section 346 (extortion),

(xi) section 347 (criminal interest rate),

(xii) section 348 (breaking and entering),

(xii.1) section 353.1 (tampering with vehicle identification number),

(xiii) section 354 (possession of property obtained by crime),

(xiii.1) section 355.2 (trafficking in property obtained by crime),

(xiii.2) section 355.4 (possession of property obtained by crime — trafficking),

(xiv) section 356 (theft from mail),

(xv) section 367 (forgery),

(xvi) section 368 (use, trafficking or possession of forged document),

(Ixvi.1) l'article 368.1 (instruments pour commettre un faux),	(Ixvi.1) section 368.1 (forgery instruments),
(Ixvii) l'article 372 (faux renseignements),	(Ixvii) section 372 (false information),
(Ixviii) l'article 380 (fraude),	(Ixviii) section 380 (fraud),
(Ixix) l'article 381 (emploi du courrier pour frauder),	(Ixix) section 381 (using mails to defraud),
(Ix) l'article 382 (manipulations frauduleuses d'opérations boursières),	(Ix) section 382 (fraudulent manipulation of stock exchange transactions),
(Ix.01) l'article 391 (secrets industriels),	(Ix.01) section 391 (trade secret),
(Ix.1) le paragraphe 402.2(1) (vol d'identité),	(Ix.1) subsection 402.2(1) (identity theft),
(Ix.2) le paragraphe 402.2(2) (trafic de renseignements identificateurs),	(Ix.2) subsection 402.2(2) (trafficking in identity information),
(Ix.3) l'article 403 (fraude à l'identité),	(Ix.3) section 403 (identity fraud),
(Ixii) l'article 423.1 (intimidation d'une personne associée au système judiciaire ou d'un journaliste),	(Ixii) section 423.1 (intimidation of justice system participant or journalist),
(Ixii.1) l'article 424 (menaces de commettre une infraction contre une personne jouissant d'une protection internationale),	(Ixii.1) section 424 (threat to commit offences against internationally protected person),
(Ixii.1) l'article 424.1 (menaces contre le personnel des Nations Unies ou le personnel associé),	(Ixii.1) section 424.1 (threat against United Nations or associated personnel),
(Ixiii) l'article 426 (commissions secrètes),	(Ixiii) section 426 (secret commissions),
(Ixxiv) l'article 430 (méfait),	(Ixxiv) section 430 (mischief),
(Ixv) l'article 431 (attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport),	(Ixv) section 431 (attack on premises, residence or transport of internationally protected person),
(Ixv.1) l'article 431.1 (attaque contre les locaux officiels, le logement privé ou les moyens de transport du personnel des Nations Unies ou du personnel associé),	(Ixv.1) section 431.1 (attack on premises, accommodation or transport of United Nations or associated personnel),

- (Ixxv.2)** le paragraphe 431.2(2) (engin explosif ou autre engin meurtrier),
- (Ixxvi)** l'article 433 (crime d'incendie),
- (Ixxvii)** l'article 434 (incendie criminel),
- (Ixxviii)** l'article 434.1 (incendie criminel),
- (Ixxix)** l'article 435 (incendie criminel : intention frauduleuse),
- (Ixxy)** l'article 449 (fabrication de monnaie contrefaite),
- (Ixxxii)** l'article 450 (possession, etc. de monnaie contrefaite),
- (Ixxxii)** l'article 452 (mise en circulation, etc. de monnaie contrefaite),
- (Ixxxiii)** l'article 462.31 (recyclage des produits de la criminalité),
- (Ixxxiv)** le paragraphe 462.33(11) (contravention d'une ordonnance de blocage),
- (Ixxxv)** l'article 467.11 (participation aux activités d'une organisation criminelle),
- (Ixxxv.1)** l'article 467.111 (recrutement de membres : organisation criminelle),
- (Ixxxvi)** l'article 467.12 (infraction au profit d'une organisation criminelle),
- (Ixxxvii)** l'article 467.13 (charger une personne de commettre une infraction);
- b)** l'article 198 (faillite frauduleuse) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité;
- b.1)** l'une des dispositions suivantes de la Loi de mise en oeuvre de la convention sur les armes biologiques ou à toxines:
- (i)** l'article 6 (mise au point, fabrication, etc. d'agents biologiques et de vecteurs),
- (Ixxv.2)** subsection 431.2(2) (explosive or other lethal device),
- (Ixxvi)** section 433 (arson),
- (Ixxvii)** section 434 (arson),
- (Ixxviii)** section 434.1 (arson),
- (Ixxix)** section 435 (arson for fraudulent purpose),
- (Ixxy)** section 449 (making counterfeit money),
- (Ixxxii)** section 450 (possession, etc., of counterfeit money),
- (Ixxxii)** section 452 (uttering, etc., counterfeit money),
- (Ixxxiii)** section 462.31 (laundering proceeds of crime),
- (Ixxxiv)** subsection 462.33(11) (acting in contravention of restraint order),
- (Ixxxv)** section 467.11 (participation in criminal organization),
- (Ixxxv.1)** section 467.111 (recruitment of members — criminal organization),
- (Ixxxvi)** section 467.12 (commission of offence for criminal organization), or
- (Ixxxvii)** section 467.13 (instructing commission of offence for criminal organization),
- (b)** section 198 (fraudulent bankruptcy) of the Bankruptcy and Insolvency Act,
- (b.1)** any of the following provisions of the Biological and Toxin Weapons Convention Implementation Act, namely,
- (i)** section 6 (production, etc., of biological agents and means of delivery), or

- (ii) l'article 7 (mise au point, fabrication, etc. d'agents biologiques sans autorisation);
- b.2)** l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur le cannabis* :
 - (i) l'article 9 (distribution et possession en vue de la distribution),
 - (ii) l'article 10 (vente et possession en vue de la vente),
 - (iii) l'article 11 (importation et exportation et possession en vue de l'exportation),
 - (iv) l'article 12 (production),
 - (v) l'article 13 (possession, etc., pour utilisation dans la production ou la distribution de cannabis illicite),
 - (vi) l'article 14 (assistance d'un jeune);
- c)** l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur la concurrence* :
 - (i) l'article 45 (complot, accord ou arrangement entre concurrents),
 - (ii) l'article 47 (truquage des offres),
 - (iii) le paragraphe 52.1(3) (télémarketing trompeur);
- d)** l'une des dispositions suivantes de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* :
 - (i) l'article 5 (trafic de substances),
 - (ii) l'article 6 (importation et exportation),
 - (iii) l'article 7 (production),
 - (iv) l'article 7.1 (possession, vente, etc., pour utilisation dans la production ou le trafic);
- (ii) section 7 (unauthorized production, etc., of biological agents),
- (b.2)** any of the following provisions of the *Cannabis Act*, namely,
 - (i) section 9 (distribution and possession for purpose of distributing),
 - (ii) section 10 (selling and possession for purpose of selling),
 - (iii) section 11 (importing and exporting and possession for purpose of exporting),
 - (iv) section 12 (production),
 - (v) section 13 (possession, etc., for use in production or distribution of illicit cannabis), or
 - (vi) section 14 (use of young person),
- (c)** any of the following provisions of the *Competition Act*, namely,
 - (i) section 45 (conspiracies, agreements or arrangements between competitors),
 - (ii) section 47 (bid-rigging), or
 - (iii) subsection 52.1(3) (deceptive telemarketing),
- (d)** any of the following provisions of the *Controlled Drugs and Substances Act*, namely,
 - (i) section 5 (trafficking),
 - (ii) section 6 (importing and exporting),
 - (iii) section 7 (production), or
 - (iv) section 7.1 (possession, sale, etc., for use in production or trafficking),

d.1) l'article 42 (infractions relatives à la violation du droit d'auteur) de la *Loi sur le droit d'auteur*;

e) l'article 3 (corruption d'agents publics étrangers) de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*;

e.1) la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*;

f) l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les douanes*:

(i) l'article 153 (fausses indications),

(ii) l'article 159 (contrebande);

g) l'une des dispositions suivantes de la *Loi de 2001 sur l'accise*:

(i) l'article 214 (production, vente, etc., illégales de tabac, d'alcool ou de cannabis),

(ii) l'article 216 (possession ou vente illégale de produits du tabac),

(iii) l'article 218 (possession, vente, etc., illégales d'alcool),

(iii.1) l'article 218.1 (possession, vente, etc., illégales de cannabis non estampillé),

(iv) l'article 219 (falsification ou destruction de registres),

(v) l'article 230 (possession de biens d'origine criminelle),

(vi) l'article 231 (recyclage des produits de la criminalité);

h) l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*:

(i) l'article 13 (exportation ou tentative d'exportation),

(d.1) section 42 (offences related to infringement of copyright) of the *Copyright Act*,

(e) section 3 (bribing a foreign public official) of the *Corruption of Foreign Public Officials Act*,

(e.1) the *Crimes Against Humanity and War Crimes Act*,

(f) either of the following provisions of the *Customs Act*, namely,

(i) section 153 (false statements), or

(ii) section 159 (smuggling),

(g) any of the following provisions of the *Excise Act, 2001*, namely,

(i) section 214 (unlawful production, sale, etc., of tobacco, alcohol or cannabis),

(ii) section 216 (unlawful possession of tobacco product),

(iii) section 218 (unlawful possession, sale, etc., of alcohol),

(iii.1) section 218.1 (unlawful possession, sale, etc., of unstamped cannabis),

(iv) section 219 (falsifying or destroying records),

(v) section 230 (possession of property obtained by excise offences), or

(vi) section 231 (laundering proceeds of excise offences),

(h) any of the following provisions of the *Export and Import Permits Act*, namely,

(i) section 13 (export or attempt to export),

- (iii) l'article 14 (importation ou tentative d'importation),
- (ii.1) l'article 14.2 (courtage ou tentative de courtage),
- (iii) l'article 15 (détournement, etc.),
- (iv) l'article 16 (transfert ou autorisation interdits),
- (v) l'article 17 (faux renseignements),
- (vi) l'article 18 (incitation);
- i) l'une des dispositions suivantes de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*:
- (i) l'article 117 (entrée illégale),
- (ii) l'article 118 (trafic de personnes),
- (iii) l'article 119 (débarquement de personnes en mer),
- (iv) l'article 122 (infractions relatives aux documents),
- (v) l'article 126 (fausses présentations),
- (vi) l'article 129 (infractions relatives aux agents);
- j) toute infraction visée à la *Loi sur la protection de l'information*;
- k) l'article 51.01 (infractions relatives aux produits, services, étiquettes et emballages) de la *Loi sur les marques de commerce*.
- Est également visée par la présente définition toute autre infraction dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle est une infraction d'organisation criminelle, ou toute autre infraction dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elle est une infraction visée aux alinéas b) ou c) de la
- (ii) section 14 (import or attempt to import),
- (ii.1) section 14.2 (broker or attempt to broker),
- (iii) section 15 (diversion, etc.),
- (iv) section 16 (no transfer of permits),
- (v) section 17 (false information), or
- (vi) section 18 (aiding and abetting),
- (i) any of the following provisions of the *Immigration and Refugee Protection Act*, namely,
- (i) section 117 (organizing entry into Canada),
- (ii) section 118 (trafficking in persons),
- (iii) section 119 (disembarking persons at sea),
- (iv) section 122 (offences related to documents),
- (v) section 126 (counselling misrepresentation), or
- (vi) section 129 (offences relating to officers),
- (j) any offence under the *Security of Information Act*, or
- (k) section 51.01 (offences related to goods, labels, packaging or services) of the *Trademarks Act*,
- and includes any other offence that there are reasonable grounds to believe is a criminal organization offence or any other offence that there are reasonable grounds to believe is an offence described in paragraph (b) or (c) of the definition *terrorism offence* in section 2; (*infraction*)

définition de *infraction de terrorisme* à l'article 2. (*offence*)

intercepter S'entend notamment du fait d'écouter, d'enregistrer ou de prendre volontairement connaissance d'une communication ou de sa substance, son sens ou son objet. (*intercept*)

policier S'entend d'un officier ou d'un agent de police ou de toute autre personne chargée du maintien de la paix publique. (*police officer*)

réseau téléphonique public commuté
Installation de télécommunication qui vise principalement à fournir au public un service téléphonique par lignes terrestres moyennant contrepartie. (*public switched telephone network*)

vendre Sont assimilés à la vente l'offre de vente et le fait d'exposer pour la vente, d'avoir en sa possession pour la vente, de distribuer ou de faire de la publicité pour la vente. (*sell*)

L.R. (1985), ch. C-46, art. 183
L.R. (1985), ch. 27 (1er suppl.), art. 7 et 23, ch. 1 (2e suppl.), art. 213, ch. 1 (4e suppl.), art. 13, ch. 29 (4e suppl.), art. 17, ch. 42 (4e suppl.), art. 1
1991, ch. 28, art. 12

police officer means any officer, constable or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace; (*policier*)

private communication means any oral communication, or any telecommunication, that is made by an originator who is in Canada or is intended by the originator to be received by a person who is in Canada and that is made under circumstances in which it is reasonable for the originator to expect that it will not be intercepted by any person other than the person intended by the originator to receive it, and includes any radio-based telephone communication that is treated electronically or otherwise for the purpose of preventing intelligible reception by any person other than the person intended by the originator to receive it; (*communication privée*)

public switched telephone network means a telecommunication facility the primary purpose of which is to provide a land line-based telephone service to the public for compensation; (*réseau téléphonique public commuté*)

radio-based telephone communication means any radiocommunication within the meaning of the *Radiocommunication Act* that is made over apparatus that is used primarily for connection to a public switched telephone network; (*communication radiotéléphonique*)

sell includes offer for sale, expose for sale, have in possession for sale or distribute or advertise for sale; (*vendre*)

solicitor means, in the Province of Quebec, an advocate or a notary and, in any other province, a barrister or solicitor. (*avocat*)
R.S., 1985, c. C-46, s. 183
R.S., 1985, c. 27 (1st Supp.), ss. 7, 23, c. 1 (2nd Supp.), s. 213, c. 1 (4th Supp.), s. 13, c. 29 (4th Supp.), s. 17, c. 42 (4th Supp.), s. 1

1991, c. 28, s. 12

1992, ch. 27, art. 90	1992, c. 27, s. 90
1993, ch. 7, art. 5, ch. 25, art. 94, ch. 40, art. 1, ch. 46, art. 4	1993, c. 7, s. 5, c. 25, s. 94, c. 40, s. 1, c. 46, s. 4
1995, ch. 39, art. 140	1995, c. 39, s. 140
1996, ch. 19, art. 66	1996, c. 19, s. 66
1997, ch. 18, art. 7, ch. 23, art. 3	1997, c. 18, s. 7, c. 23, s. 3
1998, ch. 34, art. 8	1998, c. 34, s. 8
1999, ch. 2, art. 47, ch. 5, art. 4	1999, c. 2, s. 47, c. 5, s. 4
2000, ch. 24, art. 43	2000, c. 24, s. 43
2001, ch. 32, art. 4, ch. 41, art. 5, 31 et 133	2001, c. 32, s. 4, c. 41, ss. 5, 31, 133
2002, ch. 22, art. 409	2002, c. 22, s. 409
2004, ch. 15, art. 108	2004, c. 15, s. 108
2005, ch. 32, art. 10, ch. 43, art. 1	2005, c. 32, s. 10, c. 43, s. 1
2008, ch. 6, art. 15	2008, c. 6, s. 15
2009, ch. 2, art. 442, ch. 22, art. 4, ch. 28, art. 3	2009, c. 2, s. 442, c. 22, s. 4, c. 28, s. 3
2010, ch. 3, art. 1, ch. 14, art. 2	2010, c. 3, s. 1, c. 14, s. 2
2012, ch. 1, art. 24	2012, c. 1, s. 24
2013, ch. 8, art. 2, ch. 9, art. 14, ch. 13, art. 7	2013, c. 8, s. 2, c. 9, s. 14, c. 13, s. 7
2014, ch. 17, art. 2, ch. 20, art. 366(E), ch. 25, art. 11, ch. 31, art. 7, ch. 32, art. 59	2014, c. 17, s. 2, c. 20, s. 366(E), c. 25, s. 11, c. 31, s. 7, c. 32, s. 59
2015, ch. 20, art. 19	2015, c. 20, s. 19
2017, ch. 7, art. 56	2017, c. 7, s. 56
2018, ch. 12, art. 114, ch. 16, art. 210, ch. 26, art. 23, ch. 29, art. 15	2018, c. 12, s. 114, c. 16, s. 210, c. 26, s. 23, c. 29, s. 15
2019, ch. 13, art. 150	2019, c. 13, s. 150
2019, ch. 16, art. 122	2019, c. 16, s. 122
2019, ch. 25, art. 63.1	2019, c. 25, s. 63.1
2020, ch. 1, art. 36	2020, c. 1, s. 36

Art. 320.11

Art. 2 Arrêté sur les appareils de détection approuvés

Note au lecteur : L'Arrêté se retrouve maintenant sous l'article 320.11 du *Code criminel*

L'article 1 de l'Arrêté TR/2020-63, entré en vigueur le 30 septembre 2020, modifie l'article 2 de l'Arrêté sur les appareils de détection approuvés comme suit :

Arrêté sur les appareils de détection approuvés

TR/85-200
CODE CRIMINEL
Enregistrement 1985-11-27

Arrêté approuvant certains appareils de détection pour l'application de l'[article 254](#) du *Code criminel*

Approved Screening Devices Order

SI/85-200
CRIMINAL CODE
Registration 1985-11-27

Order Approving Certain Screening Devices for the Purposes of Section 254 of the Criminal Code

En vertu de la définition d'**appareil de détection** approuvé* au [paragraphe 238\(1\)](#) du [Code criminel](#), le procureur général du Canada abroge l'*Ordonnance sur l'alcotest approuvé*, prise le 7 avril 1983**, et prend en remplacement, à compter du 4 décembre 1985, l'*Arrêté approuvant certains appareils de détection pour l'application de l'article 238 du Code criminel*, ci-après.

- *S.C. 1985, c. 19, art. 36
- **TR/83-81, [Gazette du Canada](#) Partie II, 1983, p. 1642

Ottawa, le 7 novembre 1985

Le procureur général du Canada
JOHN C. CROSBIE

Titre abrégé

1 Arrêté sur les appareils de détection approuvés.

Appareils de détection approuvés

2 Sont approuvés pour l'application de la définition de **appareil de détection** approuvé à l'[article 320.11](#) du [Code criminel](#), les instruments ci-après conçus pour déceler la présence d'alcool dans le sang d'une personne :

- a) Alcolmeter S-L2;
- b) Alco-Sûr;
- c) Alcotest® 7410 PA3;
- d) Alcotest® 7410 GLC;
- e) Alco-Sensor IV DWF;
- f) Alco-Sensor IV PWF;
- g) Intoxilyzer 400D;
- h) Alco-Sensor FST;
- i) Dräger Alcotest 6810;
- j) Dräger Alcotest® 6820; and

The Attorney General of Canada, pursuant to the definition **approved screening device*** in subsection 238(1) of the [Criminal Code](#), hereby revokes the *Approved Road-Side Screening Device Order*, made on April 7, 1983**, and makes the annexed *Order approving certain screening devices for the purposes of section 238 of the Criminal Code*, in substitution therefor, effective December 4, 1985.

- *S.C. 1985, c. 19, s. 36
- **SI/83-81, 1983 [Canada Gazette](#) Part II, p. 1642

Ottawa, November 7, 1985

JOHN C. CROSBIE
Attorney General of Canada

Short Title

1 This Order may be cited as the [Approved Screening Devices Order](#).

Approved Screening Devices

2 For the purpose of the definition **approved screening device** in section 320.11 of the [Criminal Code](#), the following devices, each being a device of a kind that is designed to ascertain the presence of alcohol in the blood of a person, are approved:

- (a) Alcolmeter S-L2;
- (b) Alco-Sûr;
- (c) Alcotest® 7410 PA3;
- (d) Alcotest® 7410 GLC;
- (e) Alco-Sensor IV DWF;
- (f) Alco-Sensor IV PWF;
- (g) Intoxilyzer 400D;
- (h) Alco-Sensor FST;
- (i) Dräger Alcotest 6810;
- (j) Dräger Alcotest® 6820; and

k) Intoxilyzer 800.

TR/88-136, art. 1

DORS/93-263, art. 2

DORS/94-193, art. 1

DORS/94-423, art. 1

DORS/96-81, art. 1

DORS/97-116, art. 1

DORS/2009-239, art. 1

DORS/2011-313, art. 1

DORS/2012-61, art. 1

DORS/2019-25, art. 1

TR/2020-63, art. 1

(k) Intoxilyzer 800.

SI/88-136, s. 1

SOR/93-263, s. 2

SOR/94-193, s. 1

SOR/94-423, s. 1

SOR/96-81, s. 1

SOR/97-116, s. 1

SOR/2009-239, s. 1

SOR/2011-313, s. 1

SOR/2012-61, s. 1

SOR/2019-25, s. 1

SI/2020-63, s. 1

Article 391

L’article 37 du projet de loi C-4, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2020, ajoute au *Code criminel* l’article 391 suivant :

391 (1) Secrets industriels – Commet une infraction quiconque sciement, par supercherie, mensonge ou autre moyen dolosif, obtient, communique ou rend accessible des secrets industriels.

(2) Secrets industriels – connaissance préalable – Commet une infraction quiconque sciement obtient, communique ou rend accessible des secrets industriels sachant qu’il ont été obtenus par suite de la commission de l’infraction prévue au paragraphe (1).

(3) Peine – Quiconque commet l’infraction prévue aux paragraphes (1) ou (2) est coupable :

a) soit d’un acte criminel passible d’un emprisonnement maximal de quatorze ans;

391 (1) Trade secret – Everyone commits an offence who, by deceit, falsehood or other fraudulent means, knowingly obtains a trade secret or communicates or makes available a trade secret.

(2) Trade secret – prior knowledge – Everyone commits an offence who knowingly obtains a trade secret or communicates or makes available a trade secret knowing that it was obtained by the commission of an offence under subsection (1).

(3) Punishment – Everyone who commits an offence referred to in subsection (1) or (2) is guilty

a) of an indictable offence and is liable to imprisonment for a term not exceeding 14 years; or

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

(4) Précision Il est entendu que nul ne commet l'infraction prévue aux paragraphes (1) ou (2) dans le cas où le secret industriel a été obtenu à la suite d'une mise au point indépendante ou uniquement en raison de la rétrotechnique.

(5) Définition de *secret industriel* – Pour l'application du présent article, *secret industriel* s'entend des renseignements qui, à la fois :

- a)** ne sont pas généralement connus dans une industrie ou un commerce qui utilise ou peut utiliser ces renseignements;
- b)** ont une valeur économique du fait qu'ils ne sont pas généralement connus;
- c)** font l'objet de mesures raisonnables dans les circonstances pour en protéger le caractère confidentiel.

L.R. (1985), ch. C-46, art. 391
2003, ch. 21, art. 6
2020, ch. 1, art. 37

(b) of an offence punishable on summary conviction.

(4) For greater certainty For greater certainty, no person commits an offence under subsection (1) or (2) if the trade secret was obtained by independent development or by reason only of reverse engineering.

(5) Definition of *trade secret* – For the purpose of this section, *trade secret* means any information that

- (a)** is not generally known in the trade or business that uses or may use that information;
 - (b)** has economic value from not being generally known; and
 - (c)** is the subject of efforts that are reasonable under the circumstances to maintain its secrecy.
- R.S., 1985, c. C-46, s. 391
2003, c. 21, s. 6
2020, c. 1, s. 37

Article 508

L'article 220 du projet de loi C-75, entré en vigueur le 18 décembre 2019, modifie l'article 508 du *Code criminel* comme suit :

508 (1) Le juge de paix entend le dénonciateur et les témoins – Un juge de paix qui reçoit une dénonciation faite devant lui en vertu de l'article 505 doit :

entendre et examiner, *ex parte*:

les allégations du dénonciateur,

508 (1) Justice to hear informant and witnesses

– A justice who receives an information laid before him under section 505 shall

hear and consider, *ex parte*,

the allegations of the informant, and

les dépositions des témoins, s'il l'estime utile;

the evidence of witnesses, where he considers it desirable or necessary to do so;

lorsqu'il estime qu'il a été démontré qu'il est justifié de le faire, que la dénonciation ait trait à l'infraction alléguée dans la citation à comparaître ou la promesse ou à une infraction incluse ou autre :

if the justice considers that a case for so doing is made out, whether the information relates to the offence alleged in the appearance notice or undertaking or to an included or other offence,

soit confirmer la citation à comparaître ou la promesse et inscrire sur la dénonciation une mention à cet effet,

confirm the appearance notice or undertaking and endorse the information accordingly, or

soit annuler la citation à comparaître ou la promesse et décerner, conformément à l'article 507, une sommation ou un mandat d'arrestation pour obliger le prévenu à comparaître devant lui ou un autre juge de la même circonscription territoriale pour répondre à l'inculpation, et inscrire sur la sommation ou le mandat que la citation à comparaître ou la promesse a été annulée;

cancel the appearance notice or undertaking and issue, in accordance with section 507, either a summons or a warrant for the arrest of the accused to compel the accused to attend before the justice or some other justice for the same territorial division to answer to a charge of an offence and endorse on the summons or warrant that the appearance notice or undertaking has been cancelled; and

lorsqu'il estime qu'il n'a pas été démontré que l'application de l'alinéa b) est justifiée, annuler la citation à comparaître ou la promesse et faire notifier immédiatement cette annulation au prévenu.

if the justice considers that a case is not made out for the purposes of paragraph (b), cancel the appearance notice or undertaking and cause the accused to be immediately notified of the cancellation.

(2) Procédure à suivre lorsque des témoins comparaissent – Un juge de paix qui entend les dépositions d'un témoin en application du paragraphe (1) :

(2) Procedure when witnesses attend – A justice who hears the evidence of a witness pursuant to subsection (1) shall

recueille les dépositions sous serment;

take the evidence on oath; and

fait recueillir les dépositions en conformité avec l'article 540 dans la mesure où cet article est susceptible d'application.

cause the evidence to be taken in accordance with section 540 in so far as that section is capable of being applied.

L.R. (1985), ch. C-46, art. 508

R.S., 1985, c. C-46, s. 508

L.R. (1985), ch. 27 (1er suppl.), art. 79

R.S., 1985, c. 27 (1st Supp.), s. 79

2019, ch. 25, art. 220

2019, c. 25, s. 220

Art. 715.43

Art. 1x.1) Annexe de la partie XXII.1

Note au lecteur : L'Arrêté se retrouve maintenant sous l'article 715.43 du *Code criminel*

L'article 38 du projet de loi C-4, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2020, ajoute le paragraphe x.1) de l'article 1 de l'Annexe de la partie XXII.1 :

1 Une infraction prévue par l'une des dispositions ci-après de la présente loi :

- a) articles 119 ou 120 (corruption de fonctionnaires);
- b) article 121 (fraudes envers le gouvernement);
- c) article 123 (actes de corruption dans les affaires municipales);
- d) article 124 (achat ou vente d'une charge);
- e) article 125 (influencer ou négocier une nomination ou en faire commerce);
- f) paragraphe 139(3) (entrave à la justice);
- g) article 322 (vol);
- h) article 330 (vol par une personne tenue de rendre compte);
- i) article 332 (distraction de fonds détenus en vertu d'instructions);
- j) article 340 (destruction de titres);
- k) article 341 (fait de cacher frauduleusement);
- l) article 354 (possession de biens criminellement obtenus);
- m) article 362 (escroquerie : faux semblant ou fausse déclaration);

1 An offence under any of the following provisions of this Act:

- (a) section 119 or 120 (bribery of officers);
- (b) section 121 (frauds on the government);
- (c) section 123 (municipal corruption);
- (d) section 124 (selling or purchasing office);
- (e) section 125 (influencing or negotiating appointments or dealing in offices);
- (f) subsection 139(3) (obstructing justice);
- (g) section 322 (theft);
- (h) section 330 (theft by person required to account);
- (i) section 332 (misappropriation of money held under direction);
- (j) section 340 (destroying documents of title);
- (k) section 341 (fraudulent concealment);
- (l) section 354 (property obtained by crime);
- (m) section 362 (false pretence or false statement);

- n)** article 363 (obtention par fraude de la signature d'une valeur);
- o)** article 366 (faux);
- p)** article 368 (emploi, possession ou trafic d'un document contrefait);
- q)** article 375 (obtenir au moyen d'un instrument fondé sur un document contrefait);
- r)** article 378 (infractions relatives aux registres);
- s)** article 380 (fraude);
- t)** article 382 (manipulations frauduleuses d'opérations boursières);
- u)** article 382.1 (délit d'initié);
- v)** article 383 (agiotage sur les actions ou marchandises);
- w)** article 389 (aliénation frauduleuse de marchandises sur lesquelles on a avancé de l'argent);
- x)** article 390 (reçus frauduleux sous le régime de la Loi sur les banques);
- x.1)** article 391 (secrets industriels);
- y)** article 392 (aliénation de biens avec l'intention de frauder des créanciers);
- z)** article 397 (falsification de livres et documents);
- z.1)** article 400 (faux prospectus);
- z.2)** article 418 (vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté);
- z.3)** article 426 (commissions secrètes);
- (n)** section 363 (obtaining execution of valuable security by fraud);
- (o)** section 366 (forgery);
- (p)** section 368 (use, trafficking or possession of forged document);
- (q)** section 375 (obtaining by instrument based on forged document);
- (r)** section 378 (offences in relation to registers);
- (s)** section 380 (fraud);
- (t)** section 382 (fraudulent manipulation of stock exchange transactions);
- (u)** section 382.1 (prohibited insider trading);
- (v)** section 383 (gaming in stocks or merchandise);
- (w)** section 389 (fraudulent disposal of goods on which money advanced);
- (x)** section 390 (fraudulent receipts under Bank Act);
- (x.1)** section 391 (trade secret);
- (y)** section 392 (disposal of property to defraud creditors);
- (z)** section 397 (books and documents);
- (z.1)** section 400 (false prospectus);
- (z.2)** section 418 (selling defective stores to Her Majesty); and
- (z.3)** section 426 (secret commissions).

z.4) article 462.31 (recyclage des produits de la criminalité).

(z.4) section 462.31 (laundering proceeds of crime).
